

La facture énergétique de la France en 2002

La facture poursuit sa baisse (-5,5 %, après -2,5 % en 2001) à 21,76 Md€

par Louis Meuric,

Adjoint au secrétaire général de l'Observatoire de l'Énergie, DGEMP,
Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie

A 21,76 milliards d'euros (Md€) en 2002, la facture énergétique de la France connaît un léger recul, de 5,5 %, contre 23,03 Md€ en 2001, 23,68 Md€ en 2000 et 11,72 Md€ en 1999. Elle représente 1,44 % du PIB total (après 1,57 % en 2001 et contre 0,87 % en 1999), un niveau comparable à 1986 et bien inférieur à celui de 1982 (5 %).

Les importations d'énergie ont représenté 29,37 Md€ (-5,8 % par rapport à 2001) et les exportations 7,61 Md€ (-6,7 %).

La baisse de la facture se décompose en les principaux effets suivants :

- baisse du dollar de 5,0 % à 1,061 € ;
- légère hausse des cours du pétrole brut, de +2,1 % pour le Brent daté, mais baisse du prix du gaz importé de 5,6 % (libellé en dollar), le gaz suivant avec 5 mois de retard l'évolution du brut ; la contribution globale de l'évolution des prix des énergies importées et exportées est de -1,8 % ;
- enfin, faible hausse du solde importateur en quantités, de +1,3 %.

Cette faible hausse s'explique par les effets opposés des facteurs suivants :

- un climat bien plus doux cette année (indice de rigueur 0,82 contre 0,95 en 2001), qui contribue à l'allègement de la facture de 2,2 % ;
- une hausse de la production nationale

d'électricité primaire qui relance nos exportations et limite la hausse de nos importations de charbon ;

- a contrario, hausse de la consommation finale (+1,2 % en Mtep, y compris non énergétique) ;

- un fort stockage en 2002, qui fait suite à un déstockage encore plus important en 2001, le tout contribuant pour 1,4 % à la hausse de la facture par rapport à 2001 ;

- la baisse de l'extraction de combustibles fossile a une influence de moindre ampleur.

L'évolution des prix à l'importation

Produits pétroliers

Après une légère baisse en 2001, de 14,3 %, les cours du pétrole stagnent en 2002 (+2,1 %), mais connaissent une envolée sur la fin de l'année. En effet, l'année 2002 s'est divisée en deux périodes.

Au premier semestre, la demande mondiale a légèrement chuté, de -0,5 % (1) par rapport au premier semestre 2001, ce en raison du ralentissement économique. Face à cette chute, l'OPEP a fortement réduit sa production pour

soutenir les cours (autour de 23 \$/bl (2) pour le Brent daté).

En revanche au deuxième semestre, la demande s'est accrue de +1,4 % par rapport à 2001, en particulier en Chine, ex-URSS, Asie Pacifique (au Japon, ou plusieurs centrales nucléaires ont été provisoirement arrêtées) et aussi en Amérique du Nord, surtout au quatrième trimestre du fait d'un hiver très rude. Par ailleurs, la croissance des pays OCDE s'est légèrement redressée, à +1,5 %, contre +0,7 % en 2001. L'OPEP n'a alors que faiblement relancé sa production, sans jamais officiellement relever ses quotas, d'où un cours du brut avoisinant les 28 \$/bl. Ce cours a fluctué au gré du rapprochement ou de l'éloignement des menaces de guerre en Irak, des tensions israélo-palestiniennes, du retour en septembre des exportations irakiennes sur le marché (avec la suppression de la surtaxe illégale, hors du contrôle de l'ONU), puis au contraire de la grève au Venezuela en décembre, qui a privé le marché de 2 Mbl/j. Enfin, ces fluctuations ont été amplifiées par les phénomènes classiques de spéculation.

Les années 2001 et 2002 sont deux années symétriques : chute du cours du

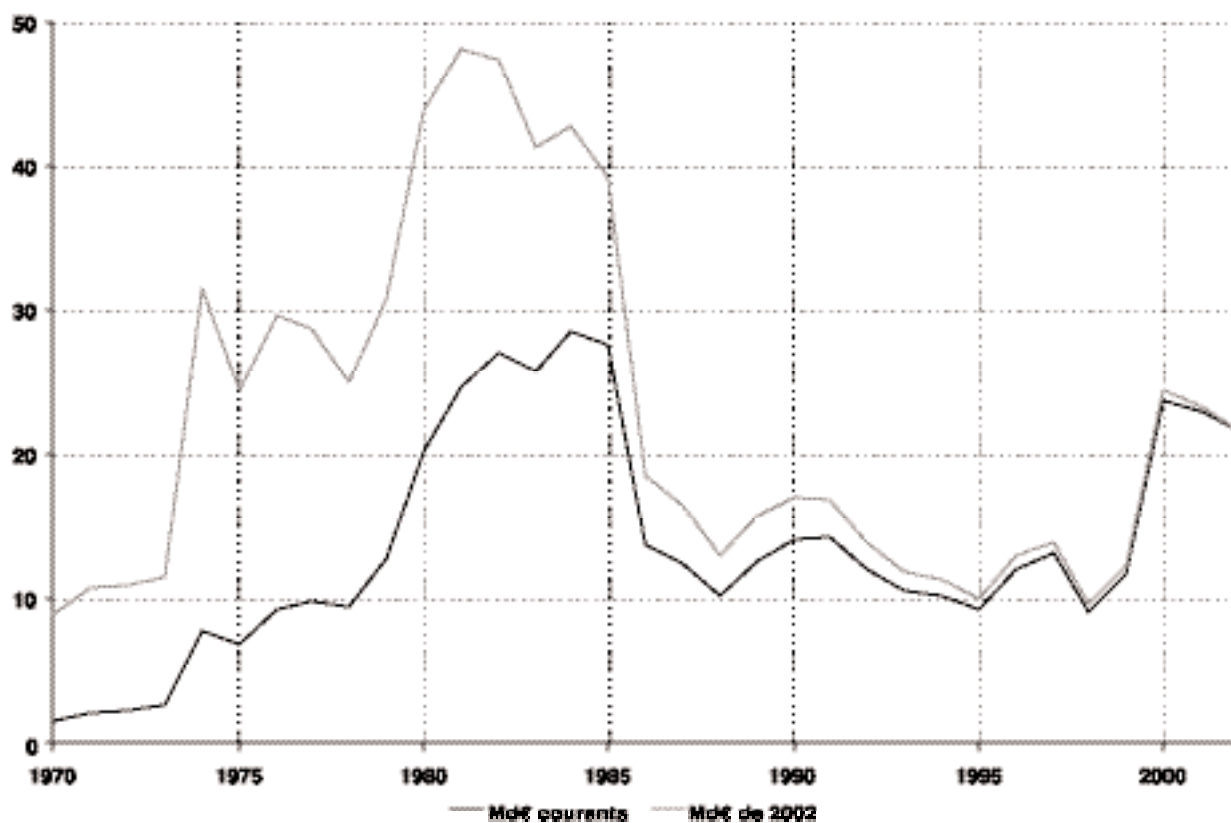
(1) source : AIE, Monthly Oil Market Report, 12 mars 2003

(2) source : DIREM

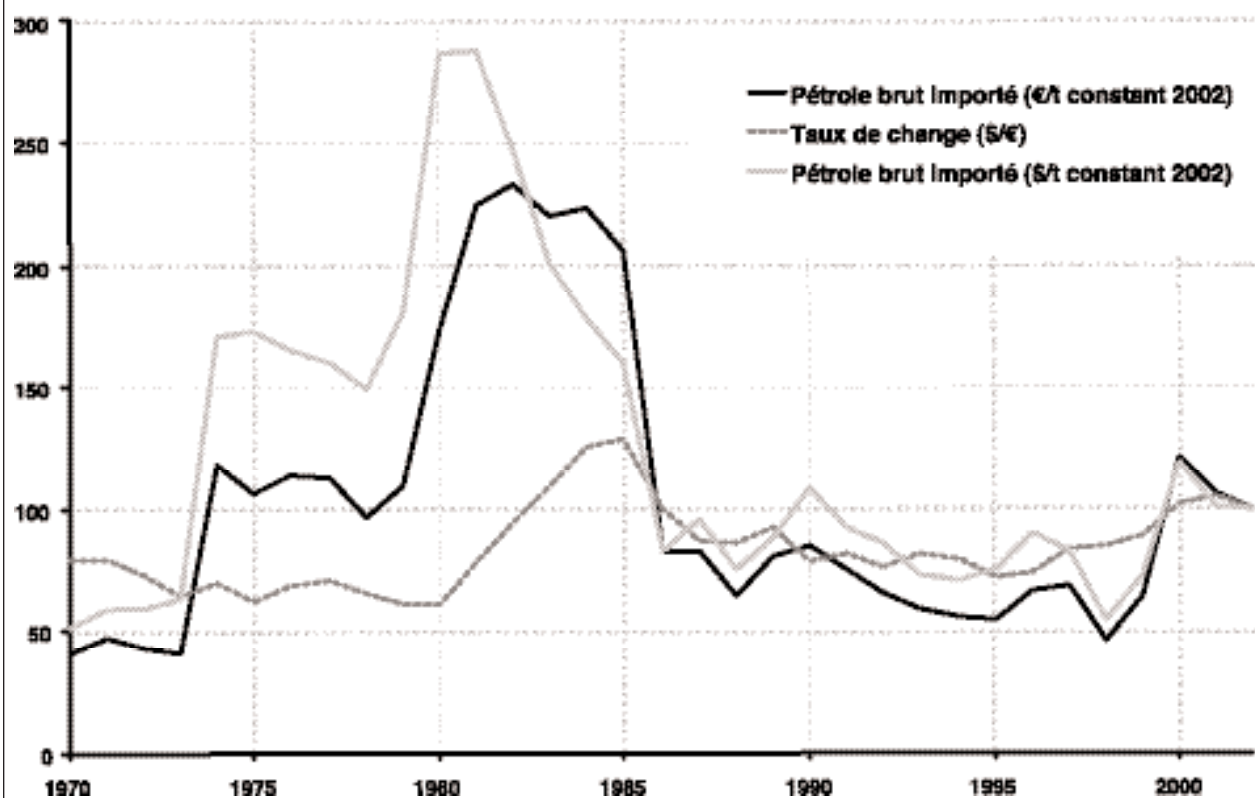
TABLEAU I
Prix moyen annuel par type de pétrole brut (\$/bl)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Dubaï	14,93	14,75	16,10	18,54	18,15	12,23	17,21	26,33	22,82	24,09
Panier OPEP	16,33	15,53	16,86	20,29	18,68	12,28	17,47	27,60	23,12	24,36
Brent daté	17,00	15,82	17,04	20,65	19,12	12,78	17,84	28,52	24,44	24,95
WTI	18,44	17,19	18,41	22,15	20,62	14,45	19,32	30,35	26,09	26,19

Facture énergétique de la France (Import. CAF - export. FAB)



Prix moyen du pétrole brut importé et cours du \$ Indices base 100 en 2002



brut en moyenne tout au long de l'année 2001, remontée (en moyenne) en 2002. Au total, celui-ci augmente de seulement 2,1 % sur l'ensemble de l'année 2002.

Le principal événement, sur l'ensemble de l'année 2002, a été la forte réduction de la production de l'OPEP : -1,58 Mbl, -0,84 Mbl en excluant l'Irak et le Venezuela. L'ex-URSS en a profité pour doper la sienne (+ 0,81 Mbl), ainsi que le Brésil, l'Angola et le Nigéria. La part de l'OPEP dans la production mondiale a ainsi chuté à 37,3 %, contre 39,2 % en 2001 et 40,6 % en 1998. Cependant, l'OPEP représente encore 53 % des exportations de pétrole brut. Exprimé en \$/bl, le prix moyen annuel CAF (3) du pétrole brut importé (4) a stagné (+0,5 %), comme le cours du Brent (+2,1 %), tandis que celui du dollar perdait 5 %, d'où un prix du brut importé à 194 €/t, en baisse de 4,6 %, après -10,8 % en 2001.

Les prix moyens des produits pétroliers raffinés à l'import baissent quant à eux de 7,8 % à 231 €/t, et ceux à l'export de 5,3 % à 235 €/t.

Autres types d'énergie

Le prix moyen annuel CAF du gaz naturel importé suit le mouvement du brut, avec un retard d'environ 5 mois et affiche une baisse de -10,6 %, à 1,22 c€/kWh (5).

En 2002, le prix moyen annuel du charbon importé, toutes catégories confondues, poursuit son redressement amorcé depuis 2000 ; à 58,2 €/t en 2002, il augmente de 6,8 % malgré la baisse du dollar et revient à son niveau de 1997 en euros constants. A 3,55 c€/kWh (4) en 2002, le prix de l'électricité exportée accentue nettement sa baisse, à 7,6 %, après -2,1 % en 2001.

Des volumes d'énergie échangés

En quantités, les importations de pétrole brut baissent fortement (-7,1 % (6),

après +0,8 % en 2001), à l'instar de l'activité du raffinage. En 2002, la Mer du Nord reste le principal fournisseur de la France, avec une part de marché de 32,7 % (37,0 % en 2001), le Moyen-Orient résiste bien ainsi que l'Afrique, tandis que l'ex-URSS poursuit sa montée en puissance. Alors que la production totale de la Mer du Nord est stable par rapport à 2001, la baisse de sa contribution à nos approvisionnements peut tenir à la chute des coûts de fret.

Le solde importateur de produits raffinés (7) s'est quant à lui logiquement accru (13,5 Mtep en 2002, contre 8,6 Mtep en 2001, 10,5 Mtep en 2000 et 12,9 Mtep en 1999).

Après une baisse de 2,3 % en 2001, le solde importateur de gaz naturel rebondit en 2002, en hausse de 7,0 % ; cela a permis de compenser la légère baisse de la production nationale et, surtout, les différents opérateurs ont pu reconstituer leurs stocks de 16 TWh, qui avaient été réduits d'autant en 2001 pour des raisons techniques.

Les importations totales nettes de charbon, à 10,64 Mtep (5), s'accroissent de +11,9 %, en raison de la baisse continue de l'extraction, du regain d'activité des centrales à flamme et de la reconstitution des stocks.

La production d'électricité nucléaire ayant établi un nouveau record absolu, et la demande intérieure ayant baissé de -0,2 % à 450,2 TWh en raison d'un climat très doux, le plus doux de toute l'histoire de la météorologie française, EDF a pu développer ses exportations, avec un excédent de 76,9 TWh (8), en hausse de +12,4 %. Cet excédent aurait même pu être plus élevé si les congestions avaient été moins nombreuses et si un gazoduc n'avait pas été arrêté au Royaume-Uni, ce qui a tiré vers le bas le prix du gaz et par ricochet celui de l'électricité dans cette zone, la rendant ainsi plus attractive. Les exportations physiques totales augmentent quant à elles de 9,7 % à 79,9 TWh, tandis que les importations contractuelles sont quasiment stables (9).

La facture par type d'énergie

Par type d'énergie, les évolutions en prix et volume décrites ci-dessus se traduisent en valeur de la façon suivante (10) :

- encore un léger recul pour la facture pétrolière globale (brut et raffinés), de -4,5 % à 18,17 Md€, après -8,9 % en 2001 ;
- baisse pour la facture gazière de -11,9 % à 5,34 Md€, après +29,0 % en 2001 et +73,3 % en 2000 ; au total, la facture pétrolière et gazière s'élève à 23,49Md€, en baisse de -6,4 % ;
- hausse de la facture charbonnière de +14,2 % à 0,92 Md€, après -7,9 % en 2001 ;
- légère baisse des exportations d'électricité en valeur, de -1,7 %, à 3,03 Md€, après trois années successives de hausses (+1,3 % en 2001, +5,6 % en 2000 et +4,6 %.

Le poids de la facture

Le poids relatif de la facture énergétique dans les importations baisse lui aussi légèrement depuis deux ans : les importations d'énergie CAF ont représenté 9,1 % des importations de toute nature (y compris le matériel militaire), niveau comparable à celui de 1991 (9,6 %) et sans commune mesure avec ceux des années 1974 à 1985 qui dépassaient 20 %.

(3) CAF : coût, assurance, fret

(4) Source Douanes, bureau C/1

(5) ratio « facture gazière source douanes / quantités importées, source OE, bilan gazier 2001 » : le ratio de deux statistiques aussi hétérogènes ne peut donner qu'un ordre de grandeur de l'évolution des prix

(6) Source Observatoire de l'Énergie

(7) Dans le bilan des produits raffinés ci-joint, les données de commerce extérieur sont estimées à partir de celles des Douanes (bureau C/1) et les importations de coke de pétrole sont estimées depuis 1996 pour permettre au bilan matière de mieux boucler.

(8) source Observatoire de l'Énergie

(9) source RTE-EDF

(10) source Douanes, bureau C/1

TABLEAU II
Prix moyen annuel du pétrole brut importé

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
En \$/bl	16,2	15,9	17,3	20,9	19,4	13,0	17,5	28,6	24,8	24,9
En €/t	103	99	97	120	126	85	120	228	203	194

Tableaux relatifs à la facture énergétique (données provisoires pour 2002)

Commerce extérieur de l'énergie en 2002 (en M€, données brutes) (*)

	Importations (CAF)		Exportations (FAB)		Facture (Import-Export)	
	2001	2002	2001	2002	2001	2002
CMS ⁽¹⁾	894	975	92	59	802	916
Pétrole brut	17 317	15 618	9	14	17 308	15 603
Produits pétroliers raffinés	6 544	6 862	4 823	4 298	1 721	2 564
<i>Total pétrole</i>	<i>23 861</i>	<i>22 479</i>	<i>4 832</i>	<i>4 312</i>	<i>19 029</i>	<i>18 168</i>
Gaz	6 209	5 548	147	205	6 062	5 343
Électricité	226	367	3 088	3 034	- 2 862	- 2 667
TOTAL	31 189	29 369	8 159	7 609	23 030	21 760

Comparaison de la facture énergétique avec quelques agrégats économiques

	1980	1985	1990	1999	2000	2001	2002
Facture énergétique CAF/FAB (Md€)	20,3	27,5	14,2	11,7	23,7	23,0	21,73
Part des importations d'énergie CAF dans les importations totales (CAF)	26,4 %	22,1 %	9,4 %	6,4 %	9,6 %	9,2 %	9,1 %
Nombre de jours d'exportations FAB couvrant la facture énergétique	99	73	29	15	27	25	24
Part de la facture énergétique dans le PIB total	4,61 %	3,78 %	1,40 %	0,87 %	1,67 %	1,57 %	1,44 %
Cours du dollar US (en euro) (*)	0,644	1,370	0,830	0,939	1,085	1,117	1,062

(*) au taux fixe de 1 euro pour 6,55957 FF avant 1999

	1973	1979	1985	1990	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002
CMS (en €/t)	22	37	80	55	48	55	52	47	51	55	58
Pétrole brut :											
- en €/t	18	88	281	136	97	126	85	120	228	203	194
- en \$/bl	3,5	18,6	28,0	22,4	17,3	19,4	13,0	17,5	28,6	24,8	24,9
Produits pétroliers raffinés (en €/t)	31	125	295	172	132	174	130	152	278	251	231
Gaz naturel (en c€/kWh)	0,09	0,48	1,77	0,79	0,68	0,82	0,73	0,60	1,02	1,37	1,22

	1973	1979	1985	1990	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002
CMS (en €/t)	99	88	113	66	52	58	54	49	53	55	58
Pétrole brut (€/t)	78	213	400	164	105	133	89	125	235	207	194
Produits pétroliers raffinés (en €/t)	137	301	420	208	143	183	136	158	287	255	231
Gaz naturel (en c€/kWh)	0,40	1,15	2,53	0,96	0,74	0,86	0,76	0,62	1,05	1,39	1,22

(1) CMS : combustibles minéraux solides.

(2) Déflateur utilisé : prix du PIB total.

La facture énergétique représente 24 jours d'exportations totales FAB (25 en 2001), contre 15 jours en 1999, 12 jours en 1998 (au plus bas) et 19 jours en 1997. Elle pèse pour 1,44 % du PIB

total (source INSEE), après 1,57 % en 2001 et contre 0,87 % en 1999, 0,70 % en 1998 et 1,05 % en 1997, et un maximum de 4,99 % atteint en 1981.

NOTE : sauf indication contraire, les chiffres cités dans la présente note proviennent des Douanes - Bureau C/1 (les dom sont inclus à partir de 1994) ; les bilans de l'énergie faisant appel à des sources parfois différentes, des écarts peuvent en résulter.